

FMI: Le Maroc crédité de 2,3% de croissance

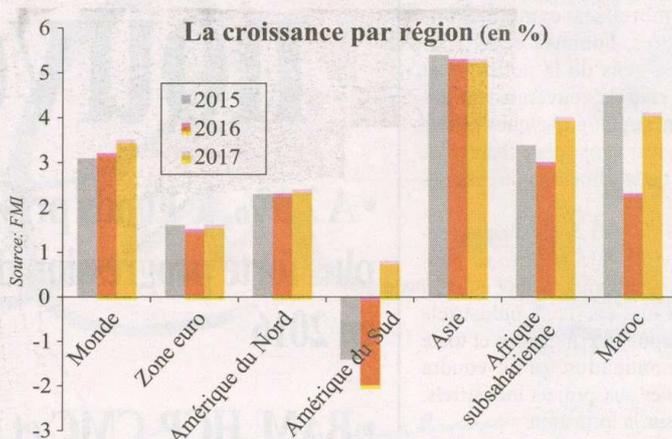
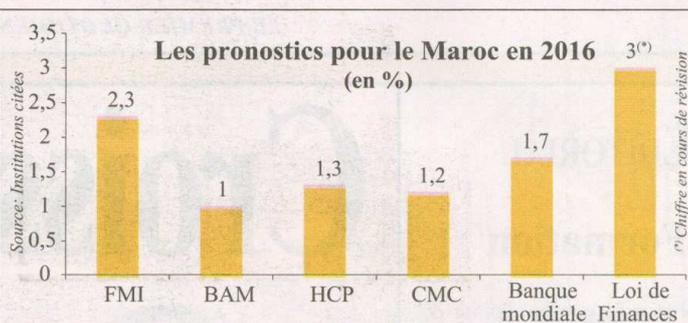
• La plus forte progression du PIB envisagée cette année

• BAM, HCP, CMC et Banque mondiale tablent sur moins de 2%

• Le Fonds a abaissé à 3,2% sa prévision de croissance mondiale en 2016

ET si le Fonds monétaire international mettait tout le monde d'accord? Selon les prévisions du printemps publiées hier, le FMI anticipe une croissance de 2,3% au Maroc en 2016. En attendant le réajustement des chiffres du gouvernement, c'est le score le plus élevé qu'obtient le Royaume. Bank Al-Maghrib, le HCP, le Centre marocain de conjoncture ou encore la Banque mondiale pronostiquent une évolution de l'activité économique inférieure à 2%. Les

aléas climatiques sont en premier à l'origine de la chute de la croissance par rapport à 2015 (4,5%). Mais la reprise toujours lente en Europe affecte aussi le Maroc. L'essentiel de ses exportations prend la route de ce marché. La zone euro est créditée d'une croissance de 1,5% en 2016 (contre 1,5% en 2015) et 1,6% en 2017. La politique monétaire accommodante menée par la Banque centrale européenne pour relever le niveau de la demande n'a pas eu pour l'instant l'effet escompté. Pour les observateurs, les politiques monétaires conduites par les banques centrales ne peuvent être la seule panacée aux maux actuels. Même si elle doit rester conciliante, "la politique monétaire doit être complétée par d'autres mesures qui stimulent directement l'offre et la demande", relève Maurice Obstfeld, conseiller économique au FMI. Cela est valable aussi bien dans les économies avancées que celles qui émergent. Au Maroc, en dépit du soutien de Bank Al-Maghrib – trois baisses du taux directeur depuis septembre 2014 et mesures de soutien au financement des TPME – la demande de



La production mondiale sera légèrement moins élevée en 2016 qu'anticipé. Le FMI a réduit sa prévision de 0,2 point. Malgré les vents contraires, la croissance sera meilleure cette année et en 2017 qu'en 2015. Au-delà de la conjoncture économique mondiale, les aléas climatiques jouent un rôle important dans la contraction du PIB au Maroc. Les analystes du FMI restent toutefois plus optimistes que ceux des autres institutions de prévision

crédit n'est pas au rendez-vous. Au-delà de la volatilité du PIB agricole, la croissance modeste des activités non agricoles est une préoccupation. Les difficultés de certains secteurs clés de l'économie comme l'immobilier ont des effets négatifs sur l'ensemble de l'écosystème tout comme l'allongement des délais de paiement.

La contraction de l'activité économique domestique et la lente reprise en Europe pourraient accélérer la réflexion, d'un certain nombre d'opérateurs, de se développer sur de nouveaux marchés à l'export. Le mouvement vers l'Afrique subsaharienne s'accroît depuis quelques années. La croissance y sera moins robuste (3% attendue en 2016) que les années précédentes. Toutefois, les situations sont diverses d'un pays à un autre. Les grandes économies comme le Nigeria (2,3%) en raison notamment de la chute des cours du pétrole et l'Afrique du Sud (0,6%) pèsent négativement sur la moyenne générale. En revanche, la dynamique est très forte en Côte d'Ivoire (8,5%) au Sénégal (6,6%) en Tanzanie (6,9%) ou encore au Kenya (6%). C'est de bon augure pour l'activité des groupes marocains qui opèrent sur ces marchés. De façon générale, l'effondrement des prix des matières premières de base va contribuer à accélérer la diversification des économies du continent. En tout cas, les pays qui se sont jusqu'ici reposés unique-

ment sur les exportations des matières premières n'auront pas d'autres choix que de recalibrer leur politique économique. Ceci va créer de nouvelles opportunités pour les entreprises locales mais aussi étrangères.

Globalement, l'hiver n'a pas apporté de bonnes nouvelles sur les perspectives de l'économie mondiale. Le FMI a abaissé de 0,2 point sa prévision de croissance pour 2016 à 3,2%. Les prévisions du printemps laissent entrevoir une hausse de 3,5% de la production mondiale en 2017. Le ralentissement chinois, le pétrole bon marché, la décélération de l'investissement et du commerce, la forte volatilité des marchés financiers et les tensions et conflits géopolitiques ont conduit les analystes du Fonds à tempérer leurs anticipations de janvier. Malgré les vents contraires, la croissance sur les deux prochaines années sera légèrement plus élevée qu'en 2015 (3,1%).

Pour 2016, l'institution a réduit ses projections pour l'ensemble des groupes de pays. La croissance va se limiter à 1,9% (-0,2 point) dans les pays avancés et s'établira à 4,1% (-0,2 point) dans les économies émergentes et en développement. La situation est très hétérogène à l'intérieur de ces groupes. □

F. Fa

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com